

## Maputo II : Lemur Park

### Blog d'Alain Rajaonarivony 29/08/09

La délégation de la HAT (Haute autorité de transition) avait embarqué pour Maputo dans 2 avions le 24 août. Il n'en fallait pas moins, elle comportait une trentaine de membres. Andry Rajoelina avait pris un Cessna Citation, un petit jet, avec quelques personnes, le «premier ministre» Roindefo Monja un vol affrété avec tous les autres. Officiellement, la HAT venait en force aux négociations pour faire valoir ses idées, ce qui expliquerait ce nombre pléthorique. Officieusement, il avait été conseillé à Andry d'embarquer avec lui toutes les fortes têtes, ce qui leur aurait évité la tentation de perpétrer un coup d'état quand lui-même serait en train de négocier.

Voilà pourquoi ce sont ceux qui ont eu les mots les plus durs envers le GIC (Groupe international de contact) qui ont eu le privilège de faire un peu de tourisme dans la capitale mozambicaine.

Didier Ratsiraka est arrivé avec sa suite à bord d'un Falcon mis obligeamment à sa disposition par les autorités françaises. Etre le «meilleur ami» implique quelques devoirs. La France était présente à Maputo par l'intermédiaire de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie) qui possède le statut d'observateur.

La grande attraction du début de la réunion fut Manandafy Rakotonirina, premier ministre légal, libéré dans la journée du 24 août par les putschistes. Il avait pris aussitôt l'avion avec la leader des femmes legalistes, Ihanta Andriamandranto, et d'autres détenus politiques de poids comme Raharinaivo Andrianatoandro, porte-fanion des contestataires, eux aussi libérés en application des accords de Maputo I.

Dès le début des discussions le 25, les débats s'étaient focalisés sur l'attribution du poste de président de la nouvelle transition revendiqué par Andry Rajoelina. Son prédécesseur s'y est fortement opposé en arguant qu'il ne faut pas un «putschiste» à ce poste, ce qui serait un «mauvais exemple» pour l'Afrique. Il était soutenu par Didier Ratsiraka qui n'avait pas apprécié que Tantely Andrianarivo, son premier ministre en 2002, ait accepté de postuler pour le siège de premier ministre à la demande de la HAT.

Pour ceux qui n'ont pas tout suivi, un petit récapitulatif. Albert Zafy avait pris la tête d'une révolte en 1991 et avait failli être tué devant le Palais de Didier Ratsiraka, alors chef de l'état, le 10 août 1991 quand la garde présidentielle a tiré sur la foule. Finalement, Zafy a battu Ratsiraka à la régulière au second tour, le 10 février 1993, lors de l'élection qui a suivi cette fronde populaire. Mais Zafy a été ensuite «empêché», c'est-à-dire destitué, le 5 septembre 1996 par le Parlement mené en sous-main par Norbert Ratsirahonana, son allié – croyait-il - et actuel conseiller d'Andry Rajoelina. A la suite de cette action, Didier Ratsiraka a pu revenir au pouvoir en remportant les élections, pas très transparentes, qui suivirent, fin 1996. Il en fut chassé en 2002 par Marc Ravalomanana après une longue crise et des élections contestées. Ratsiraka a dû prendre le chemin de l'exil vers Paris et y est resté jusqu'à maintenant. Ravalomanana a été réélu pour un 2<sup>ème</sup> mandat en 2006, en trichant (les ordinateurs du ministère de l'intérieur sont tombés en panne quand les courbes se sont inversées en défaveur du Président). Il a pris en grippe, un jeune entrepreneur, Andry Rajoelina, dont il a voulu couler la société de publicités. Pour se défendre, ce dernier s'est présenté à la mairie d'Antananarivo et a battu le poulain du Président. Commence alors une guérilla d'un an. Le jeune Maire ne pouvait plus rien faire. Enlever les ordures, s'occuper de l'éclairage public, toucher les recettes fiscales lui devenait impossible, une loi ou un décret sortant systématiquement pour contrarier son action. Révolté, il a initié des manifestations civiques et pacifiques au départ, qui a fini par le coup d'état du 17 mars. Il a été briefé en cela par Didier Ratsiraka qu'il est venu voir plusieurs fois à Paris. Norbert Ratsirahonana s'est occupé de l'habillage juridique «extra-constitutionnel». A son tour, Marc Ravalomanana s'est retrouvé en exil en Afrique du Sud et a nommé un premier ministre, Manandafy Rakotonirina, un des conseillers (CSR : conseiller suprême de la révolution) de Didier Ratsiraka dans les années 80. Andry Rajoelina l'a aussitôt mis en résidence surveillée et ne l'a libéré que pour Maputo II. Une actrice qui n'est pas citée apparaît toujours à un moment ou à un autre, c'est la France. Si vous n'avez pas tout compris, c'est normal, prenez un doliprane et reprenez lentement en essayant de retenir simplement les noms. Les alliances ne sont pas très importantes puisque toutes les combinaisons sont possibles. C'est juste une question de timing.

C'est tout ce beau monde qui s'était retrouvé du 24 au 28 août dans la capitale mozambicaine, où les mouvances Ratsiraka et Ravalomanana se sont liguées, de temps en temps soutenues par celle de Zafy, plus modérée, contre Rajoelina.

Depuis fin 2008, ces personnes n'ont été capables que de se haïr, voire de tuer et aucune vraie médiation interne n'a pu être initiée. Il a fallu l'intervention de la SADC, chapeauté par les Nations Unies, pour qu'on



aboutisse aux réunions de Maputo. Et au milieu de cette atmosphère suffocante où trahisons riment avec bassesse d'esprit, un malgache a pu aider le GIC dans sa démarche en ayant des contacts secrets avec toutes les parties. Il s'agit de Mamy Andriamasomanana, dont la réputation de technicien de haut niveau et de républicain intègre, séduit aussi bien les partenaires étrangers que les chefs ou membres influents des différentes mouvances. Cela lui vaut d'être cité comme un premier ministre de consensus possible. On lui doit la clause interdisant à tout membre du gouvernement de la nouvelle transition, hormis le président, de postuler aux prochaines élections afin de ne pas dénaturer la neutralité requise pour bien préparer ces consultations.

A Maputo, les journalistes malgaches étaient, pour une fois, en nombre. Certains n'ayant pas l'expérience de ce genre de sommet avec leur complexité se sont fait piéger. Ils ont relayé les intox, en lançant des noms improbables que certaines tendances ont sorti pour dérouter l'adversaire.

On pourra retenir que Roindefo Monja, premier ministre de la HAT, a fait la tournée des popotes pour sauver sa place et a visité successivement les différentes délégations. Mais lui aussi serait prêt à céder sa place à Mamy Andriamasomanana qu'il estime.

Dans l'après-midi du 27 août, les 4 chefs d'état se sont réunis en comité restreint pendant plusieurs heures sans succès. En fait, il était clair que Marc Ravalomanana s'était de nouveau laissé dominer par ses vieux démons et voulait à tout prix l'élimination d'Andry Rajoelina de la tête de la nouvelle transition. Le chef de l'état déchu a écorné l'image de dignité qu'il a donnée lors de Maputo I. Si philosophiquement, l'argument d'éviter le «mauvais exemple» est respectable, politiquement, il est insensé dans le contexte. Le fait de laisser Andry Rajoelina présider la nouvelle transition ne signifie pas qu'on valide un coup d'état mais qu'on stabilise une démarche de paix et de réconciliation. Plutôt que de regarder en arrière, il aurait fallu penser à l'avenir. Andry Rajoelina est l'assurance-vie pour les mutins et le savoir réhabilité aux yeux du monde leur aurait permis de relâcher les kalachnikovs.

D'autre part, Andry Rajoelina a voulu maintenir Roindefo Monja à la Primature ce qui est «inconcevable» selon le professeur Zafy. Ce dernier appuyait pourtant la candidature du jeune putschiste à la présidence mais ne peut accepter qu'un seul groupe s'accapare de tous les postes stratégiques.

Un schéma presque idéal était pourtant envisageable :

- Andry Rajoelina, comme président pour la stabilité et pour lui permettre de sauver la face,
- Manandafy Rakotonirina, vice-président pour la légalité et le contrôle,
- Mamy Andriamasomanana, présenté par le GIC et ayant la sympathie de toutes les mouvances, premier ministre pour la préparation des élections dans la sérénité, hors de toutes passions et de tout calcul de carrière.

Comme ce dernier bénéficie d'une bonne image auprès de la communauté internationale, les relations se seraient normalisées assez rapidement avec les bailleurs de fonds et l'économie aurait redémarré. Tout le monde, Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana compris, aurait pu alors rentrer au pays dans un climat apaisé. Mais pour arriver à ce genre de solution, il faut mettre son orgueil dans la poche et l'intérêt de la population au centre des discussions.

Le monde aura quand même appris quelque chose de ce cirque. Les lémurs sont rancuniers et revanchards, et ces sentiments peuvent les amener à mettre en péril la survie du groupe. Ils ne sont pas si sympathiques que ça. On parle là des grands lémurs qui font des grands sourires quand on leur tend une liasse de billets de banque, pas de ceux qui se font massacrer en ce moment pour leur viande par les braconniers dans la région de la Daraina (nord du pays), alors qu'ils font partie des espèces protégées. Il aura fallu qu'une organisation américaine, «Conservation International», lance l'alarme pour que l'opinion s'émeuve. Tout Madagascar devrait être classifié pour être à l'abri des prédateurs. Des soldats mutins attendaient Manandafy à son arrivée à Ivato le 28 août pour l'arrêter. Ce dernier a pu s'échapper car un officier s'est interposé : «20 Capsat contre un RFI (Régiment des forces d'intervention)» titre le [site des GTT \(légalistes\)](#). Manandafy, qui avait été arrêté et humilié au Carlton en avril, a eu un qualificatif savoureux pour les militaires lors de la Conférence, «miaramila ranompotaka», littéralement «soldats de boue», bref des «gros nazes». Ils n'ont pas apprécié. Maputo II est mort, vive... le couperet qui tombera le 4 septembre, date-butoir donnée par les médiateurs aux Malgaches pour trouver un consensus général.

Photo : Mamy Andriamasomanana